



AGENCIA NUEVA NICARAGUA



BULLETIN HEBDOMADAIRE NO. 108 / 26 AVRIL 88

ESQUIPULAS II, PARTIE INTEGRANTE DU PROJET SANDINISTE .

Les accords d'Esquipulas II reflètent la dimension latino-américaine de la révolution sandiniste. Premier signe d'une certaine indépendance des autres gouvernements centraméricains, ils donnent à l'heure de leur mise en pratique un très net avantage aux Sandinistes qui, eux, les appliquent à la lettre. Au moment où la Contra vient de connaître un échec retentissant sur le plan militaire, le gouvernement nicaraguayen n'a pas peur de la confrontation politique. Aux Etats-Unis de relever le défi.

CHRONOLOGIE DES ACCORDS DE SAPOA.

LES CHOIX SELECTIF DE LA BID .

D'après les statistiques qu'elle a publiées, la BID a effectué peu de déboursements en faveur des pays les plus pauvres de l'Amérique latine et des Caraïbes. Le Nicaragua, quant à lui, n'a rien reçu depuis cinq ans. Lors de la dernière assemblée annuelle, il est apparu clairement que les Etats-Unis veulent exercer de fait un droit de veto dans cet organisme.

LE THEATRE DANS LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE .

C'est avec enthousiasme que les Nicaraguayens ont développé après 1979 la pratique théâtrale tant professionnelle qu'amateur. Mais la résistance à l'agression mobilise toutes les énergies. C'est pourquoi un déclin s'est amorcé, contre lequel les artistes ont décidé de réagir.

EL SALVADOR : "LES ETERNELS SANS-PAPIERS".

Fuyant une situation économique intenable, les Salvadoriens émigrent en très grand nombre. Cela n'inquiète pas les autorités qui semblent considérer le phénomène comme un mal nécessaire, et en arrivent même à redouter le retour des émigrés. L'émigration est en effet une soupape de sécurité pour un gouvernement qui n'a rien à offrir à ses concitoyens.

EN BREF :

- ENVIRON 1600 CONTRAS ONT COMMENCE A SE DEPLACER VERS DES ZONES PROBABLES DE REGROUPEMENT
- UN HOPITAL FLOTTANT POUR LA COTE ATLANTIQUE .
- SOLIDARITE DE LA SUEDE ET DE L'ONU.

409 11481

ESQUIPULAS II, PARTIE INTEGRANTE DU PROJET SANDINISTE

par Roberto García Boza

Managua, (ANN). Pour les spécialistes de la politique sandiniste, l'approfondissement du processus de négociation, qui n'a pas encore abouti mais offre l'espoir de la paix dans un pays agressé depuis 1981, n'est pas une surprise.

On ne peut dissocier ce processus du travail infatigable entrepris depuis 1983 par le groupe de Contadora dans le but d'éviter une guerre régionale à laquelle conduisait inexorablement la politique inaugurée par R. Reagan dès son arrivée au pouvoir.

Au fil du temps, l'idée d'une solution régionale et pacifique a permis une véritable union latino-américaine, qui a dépassé l'objectif initial et affronté maintenant différents problèmes découlant des rapports avec les Etats-Unis.

Ces derniers ont usé de leur influence en Amérique centrale dans le but de déjouer toute tentative qui viserait à remédier à la situation de misère, de dépendance, de répression et d'absence de participation des peuples à la solution de leurs difficultés. Cependant, compte tenu de l'isolement des Centraméricains provoqué par cette situation, la position des Etats-Unis est devenue intenable face à la souplesse et à l'habileté diplomatique des Sandinistes.

C'est sans doute cet isolement, réel pour les uns et redouté par les autres, qui a déterminé, non sans difficultés, l'attitude indépendante des pays centraméricains lorsqu'ils ont signé le 7 août de l'année dernière au Guatemala le "document pour l'établissement d'une paix ferme et durable en Amérique centrale", autrement dit Esquipulas II.

Ces accords étaient fondés d'une part, sur le plan Arias mais surtout sur les principes établis par le groupe de Contadora et le groupe d'appui pour apporter une solution aussi bien aux problèmes internes de chaque pays d'Amérique centrale qu'aux problèmes qui existent entre les différents Etats de la région.

Principal moteur d'Esquipulas II, le Nicaragua peut à juste titre se féliciter du fait que ce sont les thèses latino-américaines qui ont été adoptées à l'encontre des vœux et des thèses étatsuniennes, qui découlent de la tristement célèbre doctrine de la sécurité nationale.

Face à cette nouvelle situation, le gouvernement des Etats-Unis et ses caisses de résonance en Amérique centrale avaient prédit que le Nicaragua ne mettrait pas les accords en pratique. Ils ne tenaient pas compte du caractère profondément latino-américain de la révolution san-

diniste et de son désir de rivaliser dans l'application concrète de concepts restés lettre morte aux Etats-Unis, mais renouvelés et développés dans la pratique quotidienne du sandinisme.

C'était donc un faux calcul, et entre les mains du Nicaragua, le document d'Esquipulas est devenu dangereux pour les autres pays d'Amérique centrale, aveuglés par la thèse de la sécurité nationale et affectés par l'injustice sociale, l'absence de démocratie et la répression. On peut dire qu'Esquipulas II est le paramètre qui permet de mesurer la légitimité des gouvernements centraméricains et, sur ce plan-là, le Nicaragua a toutes les chances de gagner.

Ce n'est donc pas un hasard s'il est le champion de la mise en pratique des accords et s'il a tourné en ridicule ceux qui n'en ont "défendu" les principes qu'en théorie. Car non seulement le Nicaragua les a appliqués à la lettre mais encore il a été capable d'aller au-delà de ses engagements, grâce à son indépendance absolue, contrairement aux démocraties contrôlées de la région.

Si l'on considère tous ces antécédents, il n'y a rien d'étonnant à ce que les conversations avec la Contra commencées à Sapoá s'approfondissent et que la capacité de négociation du gouvernement nicaraguayen conduise le pays d'une main sûre vers la fin de la guerre. Il faut rappeler que les conversations se déroulent alors que la Contra connaît un profond déclin militaire et juste après la pire défaite que lui ait infligée l'armée populaire sandiniste. C'est-à-dire que, face à la révolution, elle se trouve en position de faiblesse sur le plan stratégique. Cependant, les Sandinistes ont pris en compte les besoins de la Contra pour qu'elle soit en mesure de s'intégrer à la lutte politique, et lui ont accordée toutes les garanties prévues par Esquipulas II et la constitution nicaraguayenne, qui ne sont en aucune façon contradictoires.

Jusqu'à présent les positions de la Contra ont été changeantes.

Il faut dire qu'elle est divisée en plusieurs clans. Enrique Bermudez, ancien colonel de la garde somoziste, continue à se rallier contre vents et marées aux thèses de R. Reagan. Alfredo Cesar, de son côté, parie résolument sur l'alternative démocrate qui se propose d'utiliser d'autres méthodes pour faire plier la révolution sandiniste. Entre les deux, il existe une multitude de groupuscules qui n'ont pratiquement aucune influence interne.

L'Administration de R. Reagan, quant à elle, s'acharne à boycotter les accords de paix, bien qu'elle ait perdu ces dernières années la bataille politique pour justifier son agression.

Aux Etats-Unis, deux facteurs ont déterminé le déclin de la Contra: l'impression que la politique de la Maison Blanche est totalement impopulaire et l'idée qu'il faut

donc adopter une autre stratégie contre le Nicaragua, ce qui a entraîné la rupture du consensus bipartite et la récupération des décisions de politique extérieure par le Congrès, où dominent ceux qui préfèrent d'autres options.

La Contra se voit offrir la possibilité d'une issue honorable après ses multiples défaites militaires et politiques. C'est pour cette raison qu'à un moment donné elle a pris une relative indépendance par rapport à la Maison Blanche, bien que, compte tenu de sa nature profonde, on peut s'attendre à ce que la fin de la guerre dépende surtout du pouvoir étatsunien.

Aux Etats-Unis, on reconnaît que la Contra est allée d'échec en échec et que sa disparition n'est plus qu'une question de temps.

De même, il est évident que la politique reaganienne contre le Nicaragua a creusé davantage la brèche avec l'Amérique latine, au risque d'aboutir à une situation irréversible, y compris avec des gouvernements de droite.

Contadora et le Nicaragua ont peu à peu déplacé le combat vers la scène politique. Il appartient maintenant aux Etats-Unis de relever le défi. Il est certain que le sandinisme n'a pas eu peur de l'affrontement militaire, même s'il a toujours tout fait pour porter la confrontation sur le terrain de la lutte politique, pour laquelle il possède des armes puissantes: le développement, la réforme agraire, la santé, le travail, la dignité et l'indépendance.

CHRONOLOGIE DES ACCORDS DE SAPOA

Managua, (ANN). C'est dans le cadre des accords d'Esquipulas II qu'ont été signés les accords de Sapoá entre le gouvernement constitutionnel du Nicaragua et la direction de la Contra, lesquels devraient conduire à la paix définitive et la réintégration des forces irrégulières à la vie socio-politique du pays.

Nous vous proposons une chronologie des principaux événements qui se sont déroulés entre la réunion au plus haut niveau de Sapoá, le 21 mars, et celle de Managua, qui s'est terminée le 18 avril.

21 MARS :

8H 40 : La délégation du gouvernement arrive à Sapoá. Elle est conduite par le ministre de la défense, Humberto Ortega, et composée du major général Joaquin Cuadra, vice-ministre de la défense, de Victor Tinoco, vice-ministre des Relations extérieures, du commandant Lenin Cerna, vice-ministre de l'intérieur, de Javier Carrión, commandant la 6ème région militaire, du commandant Manuel Calderón, de la direction politique du ministère

de l'intérieur et de Ricardo Wheelock, responsable des services de renseignements de l'armée.

8H 50 : Le gouvernement nicaraguayen annonce la suspension des opérations offensives de l'armée sandiniste pour la durée des discussions.

9H 45 : La délégation de la Contra arrive à Sapoá. Elle est conduite par Adolfo Calero, membre de la direction de la "résistance nicaraguayenne", et composée d'Alfredo César, Aristides Sánchez ainsi que de plusieurs chefs militaires.

10H 30 : La réunion débute en présence des témoins, Joao Baena Soares, secrétaire de l'OEA et Miguel Obando, président de la Conférence épiscopale.

13H 10 : La Contra annonce la suspension de ses opérations offensives.

22 MARS :

9H : La seconde journée de travail commence par l'annonce de la suspension des opérations offensives de l'armée populaire sandiniste pendant un délai de 30 jours, qui sera porté quelques heures après à 60 jours, à partir du 1er avril. Les propositions des deux parties pour l'établissement du cessez-le-feu définitif sont données à connaître à la presse.

14H : Le Nicaragua dénonce devant la communauté internationale les pressions exercées par R. Reagan sur le Congrès pour obtenir le vote d'une nouvelle aide à la Contra, au mépris des efforts de paix.

23 MARS :

9H : Lors de cette troisième session de travail, le gouvernement nicaraguayen présente une proposition qui synthétise les éléments des propositions initiales des deux parties, cela afin de rendre possible la signature d'un accord. H. Ortega affirme que ce document a été élaboré "avec soin et responsabilité pour conjuguer tous les éléments en discussion à la table de négociation".

23H 40 : En présence du président Daniel Ortega, les deux délégations signent les accords historiques de Sapoá, qui comportent neuf points et établissent un calendrier pour une exécution échelonnée. Une nouvelle rencontre au plus haut niveau est annoncée pour le 6 avril à Managua.

26 MARS :

Le Nicaragua annonce que, parallèlement au processus de négociation avec la Contra, il travaille à la normalisation des relations avec les Etats-Unis, tout en prévenant qu'on ne doit pas sous-estimer la pression de R. Reagan sur ceux qui ont signés les accords de Sapoá.

28 MARS :

12H 50 : La commission spéciale technico-militaire du gouvernement, conduite par le major général J. Cuadra, s'installe dans la salle de réunion à Sapoá. Elle attend la commission de la Contra avec laquelle elle va décider des zones de regroupement des forces irrégulières et du modus opérandi de cette concentration, du désarmement de la Contra et de son retour à la vie civile.

16H : Avec 4 heures de retard, la délégation de la Contra arrive enfin au lieu de réunion. Elle est conduite par Diogenes Hernandez ("Fernando"), et composée de 17 membres, parmi lesquels: Walter Calderón ("Tono", ex-garde somoziste), Francisco Ruiz ("Renato"), Luis Moreno ("Mike Lima", ex-garde somoziste) et des chefs de commandos régionaux Adan Rugama et Luis Fley.

29 MARS :

10H 20 : La deuxième réunion commence avec peu de retard. Des points de convergence se font jour entre les deux commissions en ce qui concerne la taille et la localisation des zones de regroupement.

1er AVRIL :

Le Congrès des Etats-Unis vote une nouvelle aide de 48 millions de dollars à la Contra. Cette aide n'est pas seulement humanitaire puisqu'elle prévoit la livraison de matériel de communication, violant en cela ouvertement les accords d'Esquipulas II et de Sapoá.

C'est à peu près à partir de cette date que des contacts spontanés ont lieu dans le nord du Nicaragua entre l'armée sandiniste et des groupes contras, qui disent être las de la guerre et souhaitent rendre les armes sans attendre la signature du cessez-le-feu définitif. Enrique Bermudez donne quelques jours après l'ordre de refuser toute rencontre avec l'armée sandiniste.

4 AVRIL :

La direction de la Contra annonce unilatéralement la suspension de la réunion au plus haut niveau qui devait avoir lieu le 6 avril à Managua. Le gouvernement nicaraguayen fait part à Aristides Sánchez de sa préoccupation pour le non respect systématique de la part de la Contra du calendrier décidé à Sapoá.

5 AVRIL :

Le gouvernement nicaraguayen propose que la rencontre de Managua ait lieu le 9 ou le 15 avril.

14H 35 : A Sapoá, la commission technique de la Contra arrive à la réunion avec 5 heures de retard et annonce que, pour des raisons de "logistique", elle repartira à 17 heures.

Une lettre du général Ortega est remise à la Contra. Le ministre de la défense s'y montre préoccupé par le fait que la commission de la Contra ne prend pas de décision.

6 AVRIL :

Les deux commissions techniques délimitent sept zones de regroupement: deux au nord, deux au centre, deux dans la région atlantique et une au sud, au total 21'000 km carrés (*).

7 AVRIL :

10H 35 : Le thème unique de discussion est le modus opérandi dans les zones de regroupement.

17H : Le major général J. Cuadra annonce que la proposition de la Contra comporte des aspects "qui touchent à la souveraineté nationale et ne peuvent faire l'objet de la discussion". La Contra demande entre autres "des couloirs aériens, la canalisation de l'aide humanitaire par des organismes privés et le contrôle exclusif des zones". Le gouvernement pour sa part n'aurait pas le droit de recevoir de l'armement où des munitions.

8 AVRIL :

16H 25 : La réunion des commissions techniques est suspendue. Aucun accord n'a été signé, ce qui rend impossible l'établissement d'un calendrier d'application. Le manque de capacité de décision de la commission de la Contra oblige à confier la négociation sur le modus opérandi aux délégations au plus haut niveau. Cependant, la commission du gouvernement présente une nouvelle proposition en 25 points.

12 AVRIL :

H. Ortega fait part à R. Ferrey de sa préoccupation à propos des conditions posées par la Contra pour la réunion du 15 à Managua.

13 AVRIL :

Le chef de la délégation nicaraguayenne envoie un "ultimatum" à A. Calero pour que la Contra définisse sa position en vue de la prochaine rencontre à Managua. V. Tinoco, vice-ministre des Relations extérieures, annonce que les visites de la délégation de la Contra du quotidien "La Prensa" et à la conférence épiscopale, qui faisaient partie des conditions de la Contra, seront possibles.

14 AVRIL :

10H : Une petite délégation de la Contra arrive en avance à Managua pour inspecter l'hôtel où va avoir lieu la réunion du lendemain et où sera également logée la Contra. Le gouvernement avait proposé l'hôtel "La Mercedes", qui offrait de meilleures conditions, mais la Contra a préféré l'hôtel "Camino Real", sur la route de l'aéroport.

On annonce que les commissions technico-militaires vont se réunir à nouveau à Sapoá. Celle de la Contra a changé et comporte de nouveaux négociateurs, tous très liés à l'ex-colonel de la garde somoziste Enrique Bermudez. Il s'agit de: Juan Rivas ("Quiche"), chef d'état-major de la FDN, ex-garde somoziste membre de l'école des officiers (la EEBI, qui avait la réputation d'être particulièrement sanguinaire), José Bravo ("Mack"), chef des services de renseignements de la Contra, ex-garde somoziste également membre de la EEBI.

23 H : La réunion se termine. Il y a eu "des points de convergence et des progrès partiels sur les questions de sécurité", mais la discussion de certains aspects du modus opérandi est laissée aux délégations au plus haut niveau.

15 AVRIL :

La Contra arrive à 19H à Managua, dans un avion commercial en provenance du Costa Rica.

16 AVRIL :

9H : La délégation du gouvernement propose de discuter globalement du cessez-le-feu, comme le prévoient les accords de Sapoá, et d'aborder dans le cadre général la question du modus opérandi. La Contra, quant à elle, ne veut parler que de ce dernier point.

17 AVRIL :

Le gouvernement présente une "proposition complète" qui prévoit tout le processus jusqu'à son aboutissement, c'est à dire jusqu'à la réintégration des forces irrégulières à la vie civile. Mais J. Cuadra dénonce l'attitude de la Contra qui veut "gagner du temps pour permettre à ses troupes de se reposer et obtenir un nouveau financement du Congrès des Etats-Unis".

De son côté, la direction de la Contra hausse le ton et affirme que la nouvelle proposition du gouvernement est "un recul" par rapport à celle faite avant la signature de Sapoá.

18 AVRIL :

Après une journée entière de travail, au cours de laquelle il y a eu très peu de déclarations à la presse, les deux délégations se déclarent "en session permanente" et fixent la prochaine réunion du 28 au 30 avril à Managua.

Note: La localisation exacte des zones n'a pas été annoncée publiquement.

LES CHOIX SELECTIFS DE LA BID

par Ricardo Pino Robles.

Managua, avril (ANN). Le Nicaragua est le pays centraméricain le moins favorisé par la Banque inter-américaine de développement (BID), depuis la création de celle-ci au début des années 60.

Cette analyse sommaire se fonde sur des statistiques publiées par la BID qui relèvent ce que la banque a déboursé entre 1961 et 1987 pour toute l'Amérique latine et les Caraïbes. (voir tableau ci-dessous).

Déboursement de la BID 1961/1987 (en millions de dollars)

PAYS	MONTANT	%
Le Salvador	728.6	18.1
Panamá	726.0	18.0
Guatemala	712.0	17.6
Honduras	710.9	17.6
Costa Rica	698.9	17.3
Nicaragua	457.6	11.3
Total:	4034.0	99.9

De l'ensemble des déboursements effectués par la BID en Amérique centrale et au Panamá, le Nicaragua n'a reçu que 11,3 %, tandis que la part des autres nations a oscillé entre 17 et 18 %. Pour tout observateur qui suit de près le développement économique et la situation financière du Nicaragua, il est évident que ces chiffres montrent, en fait, l'effet réel du blocus décidé par les Etats-Unis contre ce pays.

Lors de la 29ème assemblée annuelle des gouverneurs de la BID, qui s'est tenue à Caracas (Venezuela), le représentant du Nicaragua dans cet organisme multilatéral, Pedro Blandón, vice-ministre de la coopération, a dénoncé le fait que son pays ne reçoit aucun prêt de la BID depuis cinq ans, à cause de la politique des Etats-Unis qui tentent de transformer cette institution en agence bilatérale étatsunienne.

Cette accusation ne manque pas de fondement: en effet, outre le comportement de la BID vis-à-vis du Nicaragua, on peut observer que la 29^{ème} assemblée s'est terminée sans que soit résolu le problème du remplacement de capital, précisément à cause de l'intransigeance des Etats-Unis, qui aspirent, de fait, à exercer un droit de veto dans l'organisation. Cependant, en marge de ces prétentions qui ont été rejetées par l'Amérique latine dans son ensemble, les statistiques de la BID montrent l'esprit dans lequel elle a été créée.

La BID est en effet un "organisme international dont le but est de financer le développement économique et social de l'Amérique latine", notamment des nations les plus pauvres du continent.

Néanmoins, des 28,537 milliards de dollars déboursés pour l'Amérique latine entre 1961 et 1987, les 6 pays de l'isthme centraméricain n'ont obtenu que 4'034 milliards de dollars, c'est-à-dire environ 14,2 %, tandis que pour la même période le Brésil a reçu 5,259 milliards (18,5 %) et le Mexique 4,456 milliards (15,7 %). La différence est encore plus évidente si l'on compare avec le Suriname, pays de 404'000 habitants qui a reçu un million de dollars (0,003 %). La situation est identique pour les pays pauvres ou petits: les Bahamas (253'000 habitants) et la Trinidad et Tobago (un million d'habitants sur 5'000 km carrés) n'ont obtenu respectivement que 0,02 % et 0,07 % de l'ensemble des fonds déboursés par la BID.

Etant donné qu'il n'a pas été possible de procéder au renouvellement des capitaux de la BID (25 milliards de dollars auraient dû s'ajouter aux 44 avec lesquels elle fonctionne actuellement), il est très difficile de prévoir des changements favorables aux pays les moins développés et les plus pauvres.

Face à cette situation financière critique, les pays qui ne sont pas favorisés ni jugés prioritaires par les organismes multilatéraux n'ont pas d'autre choix que de recourir aux organismes bilatéraux.

Tel est le cas du Nicaragua qui n'a reçu des organismes multilatéraux - principalement de l'ONU et de la CEE - que 7 % des prêts négociés en 1987. Le reste provient des organismes bilatéraux des pays à économie de marché (24 %) et des pays socialistes (69 %). Selon le ministre de la coopération, ces derniers fourniront cette année 80 % des ressources financières du Nicaragua.

Sources: Banque interaméricaine de développement, Washington. (Données choisies).

LE THEATRE DANS LA REVOLUTION NICARAGUAYENNE

par Franz Galich.

Managua, (ANN). Durant la longue dictature des Somoza, la production théâtrale nicaraguayenne s'était généralement tenue éloignée des nouvelles tendances européennes ou latino-américaines. Les choses ont commencé à changer avec la lutte armée contre la tyrannie. Mais ce n'est que depuis le 19 juillet 1979 que s'est ouverte la possibilité de faire connaître au peuple nicaraguayen les nouveaux courants du théâtre.

Pour des raisons tant historiques que conjoncturelles, le théâtre des premières années de la révolution s'est tourné vers la création collective, tendance qui a gagné du terrain en Amérique latine, surtout après la victoire de la révolution cubaine.

C'est ainsi que l'on a assisté à une véritable explosion théâtrale. Des troupes d'amateurs et de professionnels se sont constituées dans l'ensemble du pays, aussi bien dans les villes que dans les campagnes. Le théâtre amateur s'est nourri de l'expérience du mouvement paysan d'expression artistique et théâtrale (Mecate), né dans la communauté de Cantinflora (San Juan del sur).

Pendant l'insurrection, son rôle principal était de permettre la prise de conscience des paysans. Les sociodrames mettaient en évidence la nécessité de trouver une solution aux problèmes des communautés et surtout la nécessité de la participation de la communauté elle-même.

Depuis la victoire populaire, cette activité tend à décliner, surtout à cause de l'agression qui rend nécessaire la participation des paysans à la défense du pays, le déplacement des communautés, et qui rend prioritaire la production des aliments de base. A présent l'expression des paysans à travers le théâtre ne se maintient guère que sur la Côte pacifique où la guerre ne se fait pas directement sentir. C'est aussi dans cette région que le théâtre professionnel est le plus actif, surtout dans la capitale.

Après le triomphe de la révolution, les gens de théâtre ont été pris d'un grand enthousiasme et ils ont eu envie de faire connaître partout et de tous leur activité. Ils ont joué dans les usines, les écoles, les quartiers et dans tous les endroits ayant la capacité d'accueillir une certaine quantité de spectateurs.

Mais l'augmentation massive du nombre des artistes a affecté le professionnalisme et créé involontairement la confusion. En effet, 25 troupes sont nées entre Managua, León, Granada et Matagalpa, sans compter les groupes paysans dont on ne peut établir le nombre exact étant donné leur caractère souvent éphémère. Pour une popu-

lation de trois millions de personnes, c'est un événement sans égal.

Le déclin du théâtre nicaraguayen est le résultat de la situation que vit le pays. La guerre provoque l'enlèvement des projets socio-culturels du gouvernement révolutionnaire. A l'heure actuelle, après avoir analysé la situation, l'Union nicaraguayenne des artistes de théâtre, qui fait partie de l'Association sandiniste des travailleurs de la culture (ASTC) s'est fixé le but de redonner vie au mouvement théâtral et a pris des décisions: organiser le 3ème festival national, ouvrir une école de théâtre, créer des prix qui récompenseront les meilleures troupes, metteurs en scène ou auteurs. Un nouvel enthousiasme les anime.

EL SALVADOR: "LES ETERNELS SANS-PAPIERS"

par Pablo Hurtado.

San Salvador, (ANN). Il y a quinze ans, le poète salvadorien Roque Dalton, assassiné en 1975, chantait ainsi son peuple: "Les tristes les plus tristes du monde / les éternels sans papiers / ceux dont personne ne sait d'où ils viennent / ceux qui ont pleuré dans l'ouragan du Pacifique en écoutant l'hymne national / Salvadoriens fils de pute / mes frères".

Etre Salvadorien aujourd'hui continue d'être un gros problème.

Sur six millions de Salvadoriens, un million vit à l'étranger, surtout aux Etats-Unis où ils arrivent, comme le dit Roque Dalton, sans papiers, prêts à faire n'importe quel travail, gibier de potence ou de bague, pâture des exploités et des trafiquants de clandestins. Il y a cinq ans, une bande de passeurs a mené, en collaboration avec la police de El Paso (Texas), une véritable chasse aux Salvadoriens, pour leur voler tout ce qu'ils possédaient. Bilan: 15 morts, y compris des enfants.

Un vendeur à la sauvette explique: "On ne sait plus ce qu'il faut faire. Si on reste au Salvador, on risque de mourir de faim. Si on va aux Etats-Unis pour chercher à survivre on finit en prison. C'est ce qui est arrivé à mon cousin. On l'a accusé d'un crime qu'il n'a pas commis, mais il n'a pas pu se défendre, il ne parle pas anglais. Il s'est fait avoir". La dernière fois qu'il a entendu parler de lui, c'était il y a un an, quand il lui a écrit de la prison d'Atlanta. "Et dire qu'il avait déjà économisé l'argent pour payer les contrebandiers qui devaient me faire passer la frontière..."

Cette diaspora, sans égale en Amérique latine si l'on excepte le cas terrible de Haiti, n'a pas l'air d'inquiéter les autorités. Bien plus, le gouvernement de N. Duarte redoute le retour des émigrés. Il a demandé et obtenu de R. Reagan un "traitement spécial" pour qu'on n'applique

pas aux Salvadoriens la loi Simpson-Rodino qui permet l'expulsion immédiate des étrangers sans papiers.

On peut même dire que l'émigration clandestine vers les Etats-Unis est encouragée. En effet, dans un éditorial du quotidien "La Prensa Grafica", qui représente les intérêts de la bourgeoisie, on peut lire: "Les Salvadoriens qui sont aux Etats-Unis envoient des dollars dont nous avons tant besoin pour financer les importations de biens et de services essentiels que nous ne produisons pas. Il est vrai que nos compatriotes quittent le pays parce que nous sommes trop nombreux et que nous n'avons pas un niveau de développement suffisant pour que chacun ait un emploi digne et puisse nourrir sa famille. Le voyage légal ou illégal aux Etats-Unis semble donc prometteur".

Le seul point sur lequel tous les Salvadoriens peuvent tomber d'accord avec l'auteur de cet article, est la situation du pays dont l'économie est bouleversée par une guerre qui dure depuis 15 ans et à laquelle il ne semble pas que l'on puisse mettre fin autour d'une table de négociations.

Les statistiques du ministère des finances pour 1987 indiquent "qu'au moins 65 % des Salvadoriens n'ont pas de véritable travail et vivent d'activités marginales". Elles mettent le doigt sur le fond du problème: manque de terres, infrastructure industrielle insuffisante, faillite de la petite industrie.

Voilà quelques uns des maux qui s'abattent sur la population. C'est pour cela que les Salvadoriens émigrent jusqu'en Arabie saoudite ou au Koweït, s'installent dans le désert et pleurent, ivres de nostalgie, en écoutant l'hymne national.

EN BREF :

ENVIRON 1600 CONTRAS ONT COMMENCE A SE DEPLACER VERS DES ZONES PROBABLES DE REGROUPEMENT

Managua, (ANN). Sans attendre la signature d'un cessez-le-feu définitif, six commandos régionaux de la Contra se sont déjà déplacés vers deux zones qui feront sans doute partie des lieux de regroupement si l'on parvient à un accord de paix.

Trois commandos représentant près de 1'200 hommes se sont dirigés vers une zone située au nord de Jinotega. Trois autres, qui regroupent environ 400 combattants, se sont concentrés près de Waslala, à 80 km au nord-est de Matagalpa.

Deux de ces groupes ont pour responsables militaires

Diogenes Hernandez ("Fernando") et Walter Calderón ("Toño"), qui ont signés les accords de Sapoá du 23 mars. Si l'on en croit les informations publiées le 19 avril par le "Washington Post", ils ont été exclus des rangs de la Contra par Enrique Bermudez, après qu'ils ont participé à la première réunion des commissions technico-militaire à Sapoá. Le quotidien signale que l'on ne sait pas où ils se trouvent à l'heure actuelle et se fait l'écho de la rumeur selon laquelle ils ont été faits prisonniers au Honduras.

Le lieutenant-colonel M. Salvatierra, responsable de la 6ème région militaire, a affirmé que, pendant que les délégations négociaient à Managua, on a pu vérifier dans cette zone que les groupes contras manifestent la volonté que leurs dirigeants parviennent à des accords de paix définitifs. Il a également assuré que les Contras eux-mêmes constatent que les populations paysannes au milieu desquelles ils évoluent font pression pour que l'on arrive à un cessez-le-feu définitif. Certains secteurs des forces irrégulières aspirent sincèrement à la paix. Ils veulent retrouver une vie normale, tout en souhaitant une issue honorable. Ils pensent avec confiance que leurs représentants sauront répondre à leurs aspirations.

UN HOPITAL FLOTTANT POUR LA COTE ATLANTIQUE .

Bluefields, avril (ANN). L'hôpital flottant "Solidarité" donné par les ouvriers de l'Association culturelle ouvrière de deux provinces de la Suède et de la Norvège, sera mis, début mai, au service des communautés indigènes de l'Atlantique sud, où il n'existe pas de postes de santé.

Installé sur un bateau de 10 mètres de long, il a coûté 200'000 dollars et comporte entre autres une salle de vaccination, une autre destinée aux accouchements et un cabinet de soins dentaires.

Il parcourra le "Rio Escondido", la "Laguna de Perlas", ainsi que d'autres voies fluviales. Il n'avait pas pu être mis en service jusqu'à présent à cause du manque de personnel qualifié.

Depuis janvier 1984, les organismes de solidarité suédois et norvégiens ont entrepris un travail aux multiples aspects au Nicaragua, spécialement à Bluefields.

SOLIDARITE DE LA SUEDE ET DE L'ONU.

Managua, avril (ANN). Le Nicaragua va recevoir 3 millions de dollars pour son développement industriel et à titre d'aide d'urgence. En effet, un premier accord d'un montant de 1,2 million de dollars a été signé avec l'ONU. Il permettra le développement d'entreprises affectées par la crise économique et sera mis en oeuvre par l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONU) et le ministère de l'industrie et du commerce du Nicaragua.

Cet argent est destiné à concevoir et à appliquer un système d'organisation, de contrôle et de gestion des entreprises. A déterminer des technologies adéquates dans 6 branches différentes de l'industrie. A aider 12 entreprises à trouver des solutions techniques de production. A définir des politiques industrielles spécifiques et à établir une stratégie à moyen et long terme.

Pour sa part, le gouvernement suédois a donné au Nicaragua environ 1,8 millions de dollars. Ils permettront l'achat, le transport et la distribution de quatre mille tonnes de haricots que le Mexique s'est engagé à vendre à des prix préférentiels. Cette donation répond à l'appel fait à la fin de l'année dernière par le Nicaragua, qui est confronté à une situation d'urgence à cause de la sécheresse.

L'agence de presse du Nicaragua, ANN Agencia Nueva Nicaragua, Apartado 435, Managua, Nicaragua. Tel. 505-2-2'32'78. Telex: 375-1081, publie également des bulletins hebdomadaires, en allemand et en anglais. Directeur: Roberto García Bozo.

Prix d'abonnement pour particuliers : sfr 80.--/ff 300.--
pour comités de solidarité : sfr 200.--/ff 500.--

Vous pouvez vérifier la durée de votre abonnement par le biais du numéro du bulletin qui figure au-dessus de votre nom sur l'étiquette d'envoi.

Editeur: Martin Muheim. Rédactrice responsable à Zurich: Alma Noser. ANN Agencia Nueva Nicaragua, case postale 236, CH-8042 Zurich.

